

*Les subsides*

Je crains que grâce à une telle consultation, les Canadiens pourraient nous dire à nous, au Parlement et au gouvernement, si nous devons conserver notre dépendance à l'égard de l'énergie nucléaire, si nous devons la réduire ou même l'éliminer graduellement. Il est fort possible que de nombreuses idées intéressantes soient exprimées à l'occasion de cette démarche. Cela a toujours été le cas à l'époque où nous formions le gouvernement, chaque fois qu'il nous arrivait de consulter le grand public.

Sauf erreur—je fais appel en l'occurrence uniquement à ma mémoire—le plan que la Suède a élaboré pour ce qui est de ses besoins énergétiques d'ici l'an 2010 a amené ce pays à conclure qu'il devait éliminer graduellement sa dépendance à l'égard de l'énergie nucléaire. C'était conforme aux vœux exprimés par la population de concert avec les divers secteurs. Nous ne savons pas ce qui arriverait au Canada. Cependant, il serait certes tout à fait conforme à la démarche démocratique d'envisager à un moment donné les besoins à long terme et les besoins futurs, et d'écouter les idées que la population pourrait exprimer sur les objectifs précis que nous devrions nous fixer pour une année donnée en ce qui concerne le pétrole et le gaz, l'énergie nucléaire et les ressources renouvelables comme le soleil, le vent, et la biomasse. Je soutiens que ce serait là un exercice très salubre et très révélateur.

J'ai remarqué dans la *Gazette* de Montréal du 10 mai un article de Warren Caragata, de la Presse canadienne, où on disait que les réacteurs CANDU n'étaient pas à l'abri d'une fusion. M. Caragata cite M. Domaratski, directeur général de la réglementation des réacteurs à la Commission de contrôle de l'énergie atomique, qui aurait reconnu ce qui suit:

... une fusion pourrait causer une «catastrophe» et entraîner la mort de milliers de personnes.

Il dit cependant que le risque de fusion est tellement éloigné et les chances de fuites considérables de radiation tellement minces, qu'il est inutile de concevoir une structure de réacteur pour se protéger contre cette éventualité.

J'apprends tout cela par les journaux, comme le public, et je trouve ces déclarations un peu troublantes à cause du message contradictoire qu'elles livrent. J'imagine que les Canadiens en général s'interrogent eux aussi quand ils lisent ces comptes rendus. Dieu merci, la centrale nucléaire de Pickering a toujours bien fonctionné, sans accident jusqu'ici. La production d'énergie nucléaire en Ontario seulement correspond à environ 30 p. 100 de la demande totale dans cette province.

Au fil des ans, la source d'électricité nucléaire a pris énormément d'importance. Nous avons fait de grands progrès dans certaines régions du pays en ce qui concerne notre dépendance de l'énergie nucléaire. Soudain, et je soupçonne que c'est pourquoi cette motion est à l'étude aujourd'hui, toute la dépendance de l'énergie nucléaire devient discutable, et avec raison, à la lumière des conséquences que peut avoir un grand désastre. J'ignore dans quelle mesure nous pouvons changer les choses en ce moment, nos centrales étant déjà construites, mais il est certainement encore temps de prévoir pour l'avenir et de décider si nous maintenons le *statu quo* sans ajouter de réacteurs nucléaires comme c'est prévu à certains endroits.

Même si nous continuons à dépendre de l'énergie nucléaire, nous pouvons quand même commencer à nous donner une politique de réduction graduelle de cette dépendance à long terme, si c'est là le vœu des Canadiens. Cela pourrait s'étaler sur une assez longue période. Pour ce faire, il nous faut être absolument sûrs des autres sources d'énergie dont nous allons dépendre. Des scientifiques me disent qu'il est possible que nous produisions un jour de l'énergie par fission, que la technologie progresse en ce sens. Cela nous permettra de produire toute l'énergie dont nous aurons besoin sans devoir recourir à des ressources comme l'énergie nucléaire qui sont tellement inquiétantes.

Je suppose que le secteur nucléaire se rendrait grandement service à ce stade-ci s'il arrivait enfin à conclure ses recherches sur la façon de se débarrasser des barres de combustible usé. Un nombre considérable de ces barres sont en train de s'entasser dans les centrales nucléaires en Ontario. C'est l'élimination temporaire en attendant l'élimination définitive qui fait l'objet de recherches intensives de la part des autorités compétentes. Je crois que l'inquiétude des Canadiens serait en partie allégée si le problème de l'élimination des barres de combustible usé était bientôt résolu, car cela prouverait que le secteur nucléaire peut parfaitement se débarrasser de ses déchets d'une façon écologiquement acceptable.

• (1540)

**M. Riis:** Monsieur le Président, j'ai suivi attentivement l'exposé du député. Je me suis trouvé en accord avec une bonne partie de ce qu'il a dit. J'aimerais avoir son opinion sur ce qui suit. Quand il est question d'énergie nucléaire, on entend répéter de diverses sources—représentants de l'industrie et, depuis tout récemment du gouvernement—que tout va bien. La ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M<sup>lle</sup> Carney) a dit que la question était à l'étude, mais que jusqu'ici elle et ses collègues avaient confiance dans nos propres réacteurs nucléaires, de la façon dont ils fonctionnent au Canada.

Je n'ai pu m'empêcher de penser qu'il n'y a pas tellement de semaines, le ministre des Finances (M. Wilson) a pris la parole à la Chambre pour dire que tout allait bien aux deux banques de l'Ouest, que les dépositaires et autres n'avaient pas à s'inquiéter. «Tout va bien, disait-il. C'est moi l'expert. C'est moi le ministre des Finances, et je m'y connais». La ministre d'État aux Finances (M<sup>me</sup> McDougall) s'est levée à son tour pour dire: «C'est moi qui suis le second. Je m'y connais en fait de banques. Ces banques sont solides et stables. Il n'y a aucune raison de s'inquiéter». Même l'inspecteur général des banques, le premier fonctionnaire du pays pour les questions bancaires, a dit à diverses reprises: «Aucune raison de s'inquiéter. Ce sont là des banques excellentes, bien plantées, solides et stables». Ensuite le gouverneur de la Banque du Canada a dit à son tour: «Les banques vont bien». Voilà ce qu'ont dit les principaux responsables des questions financières au Canada. Ils ont dit que nos banques, c'est-à-dire la Banque Commerciale du Canada et la Norbanque, étaient en parfaite santé. Et ils se sont trompés du tout au tout.